

Pierre Buyoya



Président du Burundi

SOIR #109/2000

Sur les derniers accords d'Arusha et le calendrier de leur mise en application.

■ Alors que vous aviez d'abord refusé les accords d'Arusha, vous avez tout de même, in extremis, accepté de signer. Pourquoi ce revirement de dernière minute ?

□ En fait, j'avais refusé de signer le document tel quel, dans le désordre ambiant. Nous nous trouvions devant un dilemme: nous étions d'avis qu'il fallait signer quelque chose, car l'essentiel du compromis politique était acquis, nous l'avions en main. Nous souhaitions aussi montrer notre bonne volonté à la communauté internationale. Mais nous voulions aussi être capables de défendre cet accord à l'intérieur du pays, avec les autres signataires. Ce qui a finalement emporté ma décision, c'est le fait que nos réserves aient été acceptées, et qu'une partie du G 10 (le groupe des partis tutsis) se soit décidée à signer. Cela clarifiait la situation sur le plan intérieur.

Cela dit, je maintiens mes objections par rapport à l'organisation de cette signature. Le temps nous a manqué. Ainsi par exemple, nous n'avons pas pu partager avec le G 7 (les partis hutus) ou avec le G 10 les concessions que nous avions obtenues. A la fin, au moment de la signature, le document final n'était même pas encore sorti — les gens ne savaient pas ce qu'ils allaient signer... A part le

Mandela est un médiateur pas comme les autres. Un homme comme lui, on ne le conteste pas en public.

facteur temps, le compromis politique est satisfaisant. Il représente, dans les grandes lignes, une solution pour les problèmes du Burundi.

Dans le monde actuel, on ne peut pas se lever et dire: « Je suis le candidat, sans moi, ce sera le chaos ».

■ Comment avez-vous ressenti, à titre personnel, les propos très durs du président Mandela, qui légitimait pratiquement la rébellion, qui faisait des analogies avec la minorité blanche d'Afrique du Sud ?

□ Nous avons travaillé d'arrache-pied pour trouver des compromis acceptables. Quant à la menace de sanctions qui pesait sur nous, sachez que les sanctions, de toutes manières, nous y sommes habitués.

Vous savez, nous avons un médiateur pas comme les autres... Si nous avons pu signer un accord, c'est certainement grâce à lui, c'est indéniable. Cela dit les grands hommes ont leurs méthodes. Nous ne pouvons être d'accord sur certains jugements, à propos de la rébellion par exemple. Mais ces points de divergence, je les communique directement au président Mandela, je n'entends pas polémiquer avec lui par voie de presse.

Un homme comme celui-là, on ne le conteste pas en public... Mandela est ce qu'il est, il a son parcours, son discours... Il sait parfaitement ce que je pense. Il est vrai aussi que quand vous confiez vos problèmes à d'autres, à des étrangers, vous courez le risque qu'ils ne soient pas présentés exactement comme ils sont.

■ Le rôle de la commission de suivi des accords est-il clairement défini ?

L'idée d'une force militaire internationale est-elle ou non écartée ?

□ Si force étrangère il y a, elle servira uniquement à rassurer, à sécuriser les personnalités burundaises qui reviendront d'exil, l'ONU n'envisage aucune intervention en tant que telle. Il y aura aussi une assistance étrangère pour superviser toute l'opération d'intégration militaire, pour nous apprendre des techniques. En outre, nous avons dit clairement que dans la composition de cette force, nous refusions toute participation des pays voisins, quels qu'ils soient.

F2
Nous ne sommes pas en 1996 où la région avait voulu nous envoyer une force régionale d'intervention (NDLR: projet qui avait entraîné le coup d'Etat qui remit Pierre Buyoya au pouvoir).

Quant au comité d'application, qui assurera le suivi de l'accord, il s'agit d'un point que nous avons renégocié, il aura des pouvoirs raisonnables et travaillera étroitement avec les institutions. Il n'est pas question de mettre le Burundi sous tutelle...

■ Comment s'organisera la transition, et qui en sera à la tête ? Quel est le calendrier retenu ?

□ Les choses ont évolué au départ du premier projet, qui prévoyait que l'accord de paix serait signé en même temps que l'accord de cessez-le-feu, et que la tête de l'exécutif (président et vice-président) serait alors élue à Arusha. Le fait que le cessez-le-feu n'ait pas été proclamé a modifié ce projet. Maintenant

nous allons dans un premier temps travailler à lever toutes les réserves qui ont été formulées, clarifier tout ce qui doit l'être.

Ensuite nous allons commencer à discuter du calendrier de l'accord et aborder les questions de la transition, le leadership, la période.

Aujourd'hui, rien n'est arrêté.

■ Mais quand commencera la transition ?

□ Elle débutera non pas au moment où sera proclamé le cessez-le-feu, mais le jour où tout le débat sur le leadership et sur le calendrier sera clarifié, cela pourrait d'ailleurs intervenir avant l'arrêt des hostilités. Normalement l'accord dit que toutes les questions en suspens doivent être clarifiées dans un

délai d'un mois. Pour le 28 septembre, on devrait donc être fixé...

A Nairobi, on ne discutera que le cessez-le-feu. Je crois que la signature a déjà créé un climat de calme, les Burundais, dans leur grande majorité, ont apprécié le fait que la signature ait eu lieu, c'est déjà une base pour la paix...

■ Etes-vous candidat à la direction de la transition? Tout le monde spécule sur votre attitude...

□ Je préfère laisser aux Burundais le soin de répondre à cette question. Si un consensus se dégage sur ma personne, je ne me déroberai pas devant mes responsabilités, mais s'ils se prononcent sur quelqu'un d'autre, ce sera leur responsabilité aussi. C'est, je crois, la meilleure façon de procéder. De toutes façons, un cadre de négociations existe, mais je n'ai pas dit que je refusais d'être candidat. Dans le monde actuel, on ne peut pas se lever et dire «je suis le candidat, sans moi rien ne marchera, ce sera le chaos»...

leur façon de procéder. De toutes façons, un cadre de négociations existe, mais je n'ai pas dit que je refusais d'être candidat. Dans le monde actuel, on ne peut pas se lever et dire «je suis le candidat, sans moi rien ne marchera, ce sera le chaos»...

■ La rébellion demande, comme préalable, la libération des prisonniers politiques. Ce blocage pourrait-il être levé prochainement?

□ Il n'y a pas de blocage, seulement des surenchères verbales. Hier, le préalable, c'était les camps de regroupement, aujourd'hui même l'ONU constate qu'ils ont été démantelés. Un nouveau préalable apparaît donc, celui des prisonniers... J'ai dit au médiateur d'amener la rébellion à la table de négociations, nous discuterons de tout cela, sans conditions préliminaires de votre côté. J'ai demandé aux Nations unies de venir au Burundi pour observer la situation carcérale.

■ La rébellion est-elle vraiment libre de ses mouvements? Certains groupes sont peut-être pris dans une dynamique régionale, la guerre au Congo par exemple?

□ Il est possible que les rebelles ne soient pas libres de venir et qu'ils spéculent dans le temps. L'accord lance un appel à la rébellion, pour qu'elle rejoigne la négociation. Mais il est dit aussi qu'en cas de refus, les Burundais, les pays de la région, la communauté internationale, pourraient se mettre ensemble pour exercer des pressions et isoler la rébellion le cas échéant. En outre, nous sommes prêts à parler sans exclusive avec tous ceux qui pourraient amener la rébellion à venir à la table de négociation, y compris les autorités de Kinshasa. Quant à la Tanzanie, son pré-

Les Burundais, tout en le refusant, sont allés dans l'ethnisme. Nous espérons qu'ils en sortiront.

Nos voisins nous assurent qu'il n'y aura plus de génocide. Mais on peut massacrer beaucoup de gens en une nuit.

sident est signataire de cet accord et s'est donc engagé à encourager la rébellion à négocier.

■ Les accords, qui établissent des quotas ethniques, sont en contradiction avec la philosophie qui fut celle du Burundi durant longtemps, à savoir le refus d'un «marquage» ethnique?

□ Il s'agit effectivement d'un changement de philosophie que les Burundais acceptent difficilement, mais ils y sont obligés. Il faut reconnaître que les Burundais, tout en le refusant, sont allés dans l'ethnisme. Nous espérons aujourd'hui qu'ils en sortiront, en passant par la reconnaissance de cette réalité de l'ethnisme.

Quant à la parité dans l'armée, il s'agira d'une intégration entre Hutus et Tutsis, plus que d'une intégration entre militaires et rebelles. Il faudra cependant intégrer certains éléments de la rébellion afin de rencontrer leurs revendications mais on ne fera pas entrer des Hutus rebelles en chassant de l'armée les Hutus qui y sont déjà... Nous avons des colonels hutus, pas en nombre suffisant, mais il y en a. Pour moi, ces problèmes d'ordre ethnique peuvent être résolus, l'intégration entre l'armée et la rébellion est possible, cela s'est déjà passé au Mozambique par exemple. Mais cela demandera une aide de la communauté internationale: la démobilisation est une opération qui coûte cher et des promesses d'assistance nous ont été faites.

■ L'armée, jusqu'à présent, était considérée par les Tutsis comme leur seule garantie. Comment allez-vous vaincre leurs craintes?

□ La sécurité, ce n'est pas une question uniquement militaire, elle est aussi politique. Voyez en 1993, lors de l'assassinat du président Ndadaye et des massacres qui ont suivi, l'armée n'a pas pu protéger les Tutsis. Je ne crois pas que le statu quo offrira plus de sécurité à ceux qui ont peur. Il est vrai qu'à Arusha cette fois, les pays voisins se sont engagés, ont dit, comme le président Museveni, qu'il n'y aurait plus de génocide. Mais il n'y a pas de vraie garantie, notre pays est particulier. Comme au Rwanda, on peut massa-

crer beaucoup de monde en une nuit, sans que personne n'ait le temps d'intervenir, les tueries se font entre voisins.

C'est pour cela que l'idée d'une parité à 50/50 est militaire et politique: elle signifie que si les Hutus veulent massacrer les Tutsis, ils prennent des risques, et réciproquement...

■ On peut appeler cela l'équilibre de la peur...

□ Peut-être devons-nous passer par cette étape, au départ. Le fait que la population se soit armée est aussi un élément nouveau, qui nous oblige à voir la situation autrement.

Propos recueillis à Bujumbura par COLETTE BRAECKMAN